

AgriTech : le gouvernement met 200 millions d'euros sur la table

Le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie et le secrétaire d'Etat chargé de la Transition numérique Cédric O ont annoncé le lancement de l'initiative "French Agri Tech" afin d'accélérer l'innovation au service de la souveraineté alimentaire.

31 août 2021

Développer les circuits-courts, privilégier des agricultures durables, mutualiser les achats de produits agricoles, développer des logiciels de gestion dédiés au monde agricole. Longtemps perçu comme un secteur où la tradition règne en maître, le secteur agricole fait lui aussi l'objet de nombreuses innovations visant à développer une agriculture plus responsable et capable de répondre à des besoins toujours plus nombreux. Et le gouvernement entend bien aller encore plus loin pour développer cette expertise française. Lundi 30 août, le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie et le secrétaire d'Etat chargé de la Transition numérique Cédric O, ont annoncé le lancement de "French Agri Tech" à Paris. Le but de l'initiative : *"initier une dynamique collective"* autour de la French Agri Tech afin d'accélérer l'innovation *"au service de la souveraineté alimentaire"* prônée par le président Emmanuel Macron. Explications.

Une nouvelle enveloppe dédiée à l'AgriTech

Lors de la réunion, le gouvernement a confié à l'association La Ferme Digitale le soin d'établir avec les autres acteurs *"un état des lieux sur les besoins de structuration de l'écosystème AgriTech et FoodTech"*, indique le ministère. *"Leurs recommandations permettront de poser les jalons d'un futur programme d'accompagnement dédié aux startups AgriTech et FoodTech en lien avec la Mission French Tech et avec l'appui du ministère de l'Agriculture"*.



À lire aussi

AgriTech : la France attire les investisseurs grâce aux insectes

Le gouvernement a également annoncé qu'il allait mobiliser 200 millions d'euros pour les startups, les PME et les ETI (établissements de taille intermédiaire) des secteurs FoodTech et AgriTech au travers d'appels à projets pilotés dans le cadre du 4^e programme d'investissements d'avenir pour 2021-2025. Deux premiers appels à projets seront lancés en septembre, sur les thématiques "innover pour réussir la transition écologique" et "répondre aux besoins alimentaires de demain" .

L'agriculture avait déjà bénéficié d'un soutien du gouvernement dans le cadre de France Relance à travers son volet "Transition agricole, alimentation et forêt" avec une enveloppe d'1,2 milliard d'euros.

La France, leader européenne

La France compte 215 startups et entreprises référencées dans le domaine de l'AgriTech et de la FoodTech, qui s'adressent à des problématiques très différentes allant de l'agriculture urbaine à la collecte et l'analyse de data en passant par le développement de production innovante. C'est d'ailleurs ce dernier point qui lui a permis de tirer son épingle du jeu l'an dernier, malgré une baisse des investissements.



À lire aussi

Les startups sont-elles capables de secouer l'industrie agroalimentaire ?

En 2020, les startups européennes de l'agroalimentaire ont levé 3,3 milliards de dollars, 15% de moins qu'en 2019 (3,9 milliards de dollars). Un montant tout de même honorable comparé à 2016 où les AgriTech européennes levaient seulement 1,2 milliard de dollars. Parmi ses voisins européens, la France a réussi à attirer le plus d'investissements dans ces deux domaines (562 millions d'euros levés en 2020) selon le ministère de l'Agriculture. Cette attractivité française est portée par certains sujets comme les insectes - Ÿnsect et InnovaFeed ayant respectivement levé 327 millions de dollars et 140 millions d'euros fin 2020 en pleine pandémie - ou encore les micro-fermes ou les fermes urbaines. La rue de Varenne reconnaît elle-même que les startups AgriTech et FoodTech, comme Agriconomie, Ÿnsect ou InnovaFeed, prennent "*une place croissante*" dans la French Tech, un label de mobilisation et de promotion des écosystèmes numériques français, lancé en 2013.

Mais la concurrence est rude, notamment Outre-Atlantique où les capitaux des fonds et leurs tickets sont souvent bien plus élevés que dans l'Hexagone et il faudra clairement des investissements pour financer les structures, la technologie et les formations nécessaires au développement de l'agriculture de demain.